

# Le "secret d'organisation" comme pratique du pouvoir : à propos de la connaissance historique après l'ouverture des archives du Komintern

Autor(en): **Studer, Brigitte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **11-12 (1995-1996)**

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520180>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

**LE «SECRET D'ORGANISATION»  
COMME PRATIQUE DU POUVOIR:  
À PROPOS DE LA CONNAISSANCE HISTORIQUE APRÈS  
L'OUVERTURE DES ARCHIVES DU KOMINTERN <sup>1</sup>**

**Brigitte STUDER**

*Il y avait ce continent mythique dont tout le monde avait entendu parler et qui, durant des décennies, avait hanté l'imaginaire politique de l'Occident. Des voyageurs en avaient rapporté des témoignages, certains enthousiastes, d'autres désillusionnés ou dépréciatifs. Et grâce aux aléas de l'histoire, quelques sources documentaires (les Archives de Smolensk) avaient été transportées de l'autre bord. On en connaissait les vagues contours et grossièrement la topographie. Des chercheurs en avaient exploré les abords, analysé minutieusement les signaux, décodé le langage, observé à la lorgnette le mode de vie de ses habitants, leurs structures sociales. Par recoupements, des cartes avaient même été dessinées. Mais on ne pouvait pas aller les vérifier sur place, l'accès étant interdit. Puis, rapidement, tout à changé. On pouvait d'abord visiter les îles alentour et, peu de temps après, accoster enfin sur le continent. En 1992 il s'est ouvert aux explorateurs.*

Quelle autre génération d'historiens a bénéficié d'une telle aubaine: voir s'ouvrir d'énormes fonds d'archives – on parle de 55 millions de pages se rapportant à l'histoire du Komintern – maintenues jusqu'ici presque hermétiquement closes? Fermées au public jusqu'en 1987, elles se sont entr'ouvertes par la suite, concédant aux partis communistes étrangers l'accès à leurs propres fonds<sup>2</sup>. Par cela on entendait la correspondance entre une section nationale et le Comité exécutif au cours de l'entre-deux-guerres. D'ampleur

---

1 Une version plus longue de ce texte a paru en allemand sous le titre: «Verschleierungstaktik als Herrschaftspraxis. Über den Prozess historischer Erkenntnis am Beispiel des Kominternarchivs», in: *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung* (Berlin), 1995, pp. 306- 321.

2 A propos de l'histoire des archives du Komintern, cf. E. N. Sakhnazarova, V. N. Scecilina, «Arkhiv Kominterna», in: *Novaja i novejsija istorija* 1992, no 3, pp. 209-214. (Des extraits de cet article sont publiés en allemand in: *The International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism*, 1993-1994, nos 3-4, pp. 13-16).

variable selon le poids numérique et l'importance politique de la section<sup>3</sup>, ces fonds ne permettaient guère plus – ce qui n'était déjà pas si mal – que de suivre les échanges écrits ayant eu lieu entre Moscou et les diverses capitales d'Europe de l'Ouest. C'est après le putsch manqué d'août 1991 seulement que les archives du Komintern se sont véritablement ouvertes. Hormis quelques exceptions de taille, comme le fonds de la Commission internationale de contrôle et les restrictions imposées depuis par la protection des données, elles le sont restées jusqu'en décembre 1994<sup>4</sup>. Depuis lors, de nouvelles dispositions légales imposent une pratique d'accès très restrictive. En attendant d'une procédure de déclassification de nombreux fonds sont aujourd'hui à nouveau fermés<sup>5</sup>. Le premier enthousiasme passé, on peut dès lors jeter un regard plus critique sur cette manne documentaire offerte aux historiens. Il s'agit de faire la part des choses: quels sont les apports de cette ouverture, mais aussi quels sont ses éventuels écueils?

### *Des avancées incontestables*

Le regard peut désormais plonger au coeur de l'appareil du Komintern et dissiper le brouillard artificiel duquel celui-ci s'était nappé. Car l'Internationale, caractérisée par la manie du secret, avait poussé au paroxysme l'art du camouflage. Si, dès les débuts, la part clandestine de l'activité est soumise à des règles de conspiration par les statuts, l'évolution interne de la Troisième Internationale amène bientôt l'extension de cette pratique à plus en plus de domaines. La pression extérieure, la montée des fascismes et de la répression policière, ne fournissent qu'une part de l'explication. Bien plus profondément, il faut y voir la transformation du mode de fonctionnement du Komintern qui, d'une structure régie par des règles en principe démocratiques, passe à un régime autocratique, de moins en moins contrôlable par la base. Le pouvoir de décision ne se déplace pas seulement vers des organismes plus réduits, il est aussi progressivement

---

3 Pour le PC suisse, cf. Brigitte Studer, «Ein Blick in das ehemalige Zentrale Parteiarchiv beim ZK der KPdSU in Moskau, bzw. das Russische Zentrum für die Aufbewahrung und Erforschung der Dokumente der Neuzeit», in: *The International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism* 1992/1993, nos 1/2, p. 13. Alors que le fonds du PCS comporte 215 dossiers, celui du PC français, par exemple, en compte 2164, celui du PC belge 278 ou celui du PC italien 1683.

4 On trouvera des indications plus précises sur la politique archivistique russe dans notre article, en commun avec Bernhard H. Bayerlein et André Lasserre, «Des archives russes en tant que source de l'histoire suisse contemporaine», in: *Etudes et Sources*, no 20, 1994, pp. 283-313. Nous y renvoyons également pour d'autres références.

5 On trouvera le nouveau texte légal et la première composition de la Commission de déclassification in : *Bulletin on Cold War International History Project*, 1994, no 4. Cf. également *Social History and Russia* (Amsterdam) 1, 1995, pp. 6-7.

transféré dans des structures parallèles aux instances élues, et souvent extérieures au Komintern.

Connaître et donc comprendre le mécanisme interne était, à l'époque, un enjeu du pouvoir. Celui qui possédait le monopole de l'information détenait le pouvoir. Par conséquent, tout ce qui a trait à l'appareil et à son fonctionnement était nimbé de secret: la structure de l'organisation, son personnel, son financement, ses prises de décision. Si les modifications dues à la bolchevisation avaient été discutées au grand jour dans les années vingt, les détails de la restructuration de l'appareil en 1935, puis durant la guerre, en revanche, n'étaient connus que des fonctionnaires centraux. Ils ne furent révélés ni aux militants ni au public<sup>6</sup>. En effet, la pratique du secret en matière d'information était double. Vers l'extérieur, elle opérait par un filtrage des renseignements, à l'intérieur par le cloisonnement des données.

Enfreindre les «règles de la clandestinité», faire courir le risque que soient divulgués des «secrets de parti» au dehors, entraînait dans les cas graves une sanction de la commission internationale de contrôle<sup>7</sup>. Les employés et même les hauts fonctionnaires du Komintern étaient soumis à des consignes restreignant fortement leur liberté d'expression et de mouvement, et cela en particulier dans les années trente. L'entrée du bâtiment du Komintern à la Mokhovaja était gardée, seules les personnes autorisées et

---

6 A propos des réorganisations successives de l'appareil du Komintern, cf. Bernhard H. Bayerlein, «Die 'Central Bodies' und der internationale Apparat der Kommunistischen Internationale als Problem der Forschung», communication au colloque sur l'Internationale communiste, Amsterdam, septembre 1992 ; Grant Adibekov, Eleonara Shakhnasarova, «Reconstructions of the Comintern Organizational Structure», communication à la Conférence scientifique internationale sur l'histoire du Komintern à la lumière des nouveaux documents, Moscou, 20-23 octobre 1994 ; Peter Huber, «Struktur und Kompetenzverteilung im EKKI-Apparat 1919-1943», *ibid.* ; Brigitte Studer, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931 à 1939*, Lausanne, Editions L'Age d'Homme, 1994, pp. 153-172; plus particulièrement sur la restructuration de 1935, cf. Brigitte Studer, «More Autonomy for the National Sections? The Reorganization of the ECCI after the 7th World Congress», communication à la Conférence scientifique internationale sur l'histoire du Komintern à la lumière des nouveaux documents, Moscou, 20-23 octobre 1994, et du même auteur, «Die Kominternstruktur nach dem 7. Weltkongress. Dokument: Das Protokoll des Sekretariats des EKKI über die Reorganisierung des Apparates des EKKI, 2. Oktober 1935», in *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 1995, no 1, pp. 25-53.

7 Ainsi, pour citer un exemple, au printemps 1933, la Commission internationale de contrôle prononce des sanctions contre «Aquila» et «Giorgio» (Romano Cocchi), rédacteurs du journal communiste suisse de langue italienne *Falce e Martello*, pour avoir enfreint ces règles. Cette décision est approuvée par la Commission politique du secrétariat politique lors de sa séance du 3 avril (Centre russe de conservation et d'étude des documents en histoire contemporaine *I Rossijskij Centr Khranenijsa i izucenijsa dokumentov novejsiej istorii* (cité CRCEDHC), 495, 18, 961.

dûment munies d'un laissez-passer pouvaient y pénétrer; aucune visite privée n'y était admise<sup>8</sup>. Et, à l'exception des membres de la commission politique du secrétariat, il était défendu d'emporter des papiers. Le contact des uns et des autres avec l'extérieur était lui aussi régi centralement. Depuis 1936, il était «strictement interdit» aux collaborateurs du Komintern, de l'Internationale communiste des jeunes et des maisons d'édition en langues étrangères de parler à la presse soviétique. Chaque communication en provenance de l'appareil international devait être soumise pour approbation à Manuil'skij avant qu'elle puisse être rendue publique. Cernin, alors responsable du secteur de la presse, devait personnellement répondre du respect de cette directive<sup>9</sup>. Ce maintien du secret d'organisation avait valeur d'absolu; il fallait le respecter, même si la vie privée devait en pâtir, comme le relate Jiri Weil en 1937 dans son roman «Moscou-La frontière.» Quitte à perdre la femme qu'il aime, Jan Fischer ne révélera pas qu'il est envoyé en mission en Allemagne, cause de son absence du pays<sup>10</sup>.

D'autre part, même à l'intérieur du Komintern l'information ne circulait pas librement. L'accès aux documents classés «secrets» était réglementé de manière stricte, leur lecture restreinte à un cercle étroitement délimité et l'usage qui en était fait vérifié<sup>11</sup>. Ainsi, sur ordre de Pjatnickij, les secrétariats responsables des différents groupes de pays des organismes en fonction de 1926 à 1935 n'étaient plus autorisés, à partir de 1932, à envoyer de leur propre chef du courrier. Celui-ci devait d'abord être soumis à l'inspection du bureau du secrétariat du Comité exécutif de l'Internationale communiste (CE de l'IC) qui le transmettait<sup>12</sup>. Quant à la correspondance du représentant du parti avec sa section, elle devait obligatoirement passer par le secrétaire en charge du CE de l'IC dès 1936<sup>13</sup>.

Cette politique se retrouvait au niveau des PC. Le flux des informations coulant du haut vers le bas y était endigué de manière semblable: un simple membre ne voyait pratiquement jamais une circulaire du CE de l'IC, les directives de Moscou ne lui étaient transmises que sous forme d'extraits choisis, retranscrits ou reformulés, publiés dans la presse ou distribués dans

---

8 Directive à tous les départements et tous les secrétariats de pays, 20. 11. 1932, CRCEDHC, 495, 18, 945.

9 Décision du secrétariat du CE de l'IC, signée par Dimitrov, 13. 3. 1936, CRCEDHC, 495, 20, 761. Cernin est démis de sa fonction en 1937. Il sera remplacé par «G. Friedrich» (Bedrich Geminder).

10 Le roman a récemment été réédité en allemand: *Moskau-Die Grenze*, Berlin-Weimar, Aufbau Verlag, 1992.

11 Cf. par exemple : Décision de la commission politique du secrétariat politique du CE de l'IC, 27. 1. 1932, CRCEDHC, 495, 18, 945.

12 Directives adressées à Gerisch, 4. 6. 1932, CRCEDHC, 495, 19, 435.

13 Projet de règlement à propos de la correspondance des représentants des partis avec leur pays, 9. 2. 1936, CRCEDHC, 495, 20, 761.

un document interne. A partir de 1932, sur ordre du secrétariat politique, toutes les sections devaient même nommer à cet effet un responsable chargé de contrôler la diffusion des documents classés «secrets»<sup>14</sup>. Les historiens et les historiennes qui ont interrogé des témoins de cette époque savent d'expérience à quel point l'interdit de communiquer des informations est ancré jusqu'à aujourd'hui. Il suffit d'aborder des questions internes de l'organisation pour que des gens jusqu'alors communicatifs soient soudainement frappés de mutisme. En général, ils invoquent l'oubli. Mais cette discrétion n'est pas seulement l'expression d'une autocensure mentale à l'oeuvre et qui rendrait la mémoire sélective. Dans la plupart des cas, les témoins sont de bonne foi ils ne savent pas, surtout s'ils n'étaient pas personnellement impliqués. Car, dans la déontologie de l'Internationale, il était recommandé de n'être au courant que du strict nécessaire, toute question supplémentaire suscitant la méfiance. Il n'y avait pas pire tare pour un «bon communiste» que la curiosité et le bavardage. Volontairement pour une bonne part le simple militant ne possédait ainsi qu'un savoir parcellisé et sectoriel, touchant uniquement aux domaines de sa propre activité politique, s'il ne voulait pas transgresser des interdits fondamentaux du code communiste.

L'ouverture des archives a, depuis, déchiré des pans entiers de ce voile du secret. En premier, on commence à distinguer plus nettement l'ossature de l'organisation internationale et même à pouvoir radiographier avec une certaine précision son appareil, autant dans ses dimensions synchronique que diachronique. On perçoit ainsi un organigramme complexe, à structure multifonctionnelle, géographiquement ramifiée et mouvante dans le temps. Apparaît aussi peu à peu l'ensemble des fonctionnaires, les cadres comme les petits employés. On ne connaissait généralement que les dirigeants bolcheviques de renommée internationale et les communistes étrangers. Il semble dès lors possible de reconstituer l'évolution de ce personnel oscillant en moyenne autour de 400 employés et d'observer sa «russification» grandissante<sup>15</sup>. Surtout, d'être au fait de leurs fonctions permet de retracer la grille de répartition des responsabilités propres à chacun au sein de l'appareil et de suivre le cheminement d'une décision. La perspective historique peut ainsi s'approfondir depuis la périphérie vers le centre, des sections nationales au coeur de l'appareil. Elle se dédouble aussi et autorise le croisement entre le regard porté par les partis communistes vers Moscou et celui porté par

---

14 Décision de la commission politique du secrétariat politique du CE de l'IC, 3. 1. 1932, CRCEDHC, 495, 18, 945.

15 Cf. Fridrich Firsov, «Mechanism of Power Realization in the Comintern», in : *Centenaire Jules Humbert-Droz. Actes du Colloque sur l'Internationale communiste*, La Chaux-de-Fonds, Fondation Jules Humbert-Droz, 1992, pp. 449-466. On trouvera également quelques indications à ce propos in Brigitte Studer, *Un parti sous influence*, op. cit., en particulier pp. 155-172.

Moscou sur ses sections<sup>16</sup>. Ce qui n'était que partiellement réalisable avant l'ouverture des archives russes devient par là possible: rendre leur réciproque aux échanges entre un parti communiste et l'organisation internationale autrement dit, restituer leur dimension réelle aux rapports entre les deux pôles d'une même entité.

L'enjeu est de taille, car avec ce thème on touche au problème clé de l'histoire du Komintern, celui qui a divisé les esprits depuis toujours, à savoir la question du degré d'autonomie des partis communistes, de leur marge de manoeuvre. Si le sujet a soulevé tant de polémiques, c'est à cause de sa signification politique. L'ouverture des archives du Komintern permet aujourd'hui de l'aborder dans sa dimension historique. La question n'en est pas moins fondamentale puisqu'à partir de l'interrogation première sur le mode de fonctionnement d'une organisation politique internationale s'ouvre une multitude de domaines de recherche. Ils concernent autant l'histoire du politique et des organisations que du culturel, la sociologie ou l'anthropologie historique, voire l'histoire des relations internationales. Toute histoire du Komintern, même si elle focalise les phénomènes internes, nécessite une réflexion d'ensemble. Ainsi, le contexte soviétique, l'évolution de l'Etat-parti unique, tendanciellement monopoliste et hégémonique, qui décide de la vie publique du pays et tente de contrôler la vie privée des citoyens, conditionne aussi dans une large mesure l'évolution de l'Internationale. Quoique de manière indirecte puisque cette dernière constituait un monde à part dans la société soviétique, fermé sur lui-même. Une séparation que reflète d'ailleurs la recherche scientifique: la soviétologie et l'histoire du communisme sont restées en général des domaines séparés. Et on ne dispose guère, pour l'heure, d'études retraçant la genèse de l'autocratie stalinienne au sein du Komintern en rapport avec l'évolution sociale et politique de l'URSS même – à l'exception notable du volumineux travail d'Edward Hallett Carr, mais qui s'arrête à la fin des années vingt<sup>17</sup>.

Grâce aux recherches notamment de Fridrich Firsov les connaissances ont en revanche été améliorées dans le domaine de la dépendance de l'organisation internationale du parti bolchevique et plus précisément des ordres de Staline<sup>18</sup>. L'historien russe confirme ce que des travaux plus anciens avaient déjà avancé: l'implacable mouvement de concentration du pouvoir au sommet et le rétrécissement du mode de décision démocratique<sup>19</sup>. Un processus qui, cela va sans dire, se fait au dépens de la participation des sections à la

---

16 Serge Wolikow fait cette observation in «Le regard de l'autre. Le Comintern et le PCF», communication à la Conférence scientifique internationale sur l'histoire du Komintern à la lumière des nouveaux documents, Moscou, 20-23 octobre 1994.

17 A History of Soviet Russia, 14 vols, London, Macmillan Press, 1953-1978.

18 Firsov, «Mechanism of Power Realization in the Comintern», article cité.

19 Cf. par exemple Hermann Weber, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus. Die*

direction des affaires de l'Internationale, mais qui est néanmoins approuvé en général par les partis communistes pour des raisons d'efficacité. Ce qui ne veut pas dire, par ailleurs, que les sections nationales soient réduites à des marionnettes sans volonté propre et que chaque heurt, que chaque contestation, soient complètement bannis. Il va de soi que, comme tout acteur historique, les directions communistes jouent pleinement de leur marge d'action dans le cadre qui leur est imparti. Or, leur pouvoir de décision se rapporte au mieux au terrain national. Et, comparés aux compétences dont dispose le CE de l'IC, leurs moyens se réduisent souvent à l'emploi de tactiques détournées, des ruses, la force d'inertie et la résistance passive. Surtout, la culture politique du Komintern est de plus en plus marquée par le monolithisme, ce qui stigmatise d'emblée toute divergence comme manifestation étrangère, sinon hostile.

Une des thèses les plus novatrices reste spéculative pour le moment, ayant été élaborée non pas depuis les sources moscovites, mais à partir d'indices patiemment rassemblés de documents et de témoignages divers. Selon Niels Erik Rosenfeldt, le mouvement de concentration aurait été doublé par un second, de déplacement du lieu de prise de décision vers des instances parallèles, généralement occultes. L'historien danois parle d'un «secteur spécial», relié, selon lui, au secrétariat de Staline par le biais du GPU, respectivement du NKVD et des services de renseignements militaires. Une division particulière au sein des services secrets ainsi que des connexions personnelles – rappelons que Meier Moskvin, Mikhail A. Trilisser de son vrai nom et haut responsable de l'OGPU, entre au secrétariat du CE de l'IC en 1935 et y exerce d'importantes fonctions – auraient assurées le joint<sup>20</sup>. Si cette hypothèse exige d'autres recherches (pour lesquelles les archives présidentielles encore inaccessibles pourraient être fort utiles, à condition toutefois que ce genre de pratique ait été consignée) avant de recevoir confirmation, elle ne manque pas de vraisemblance. De plus, il est effectivement fait mention d'un «secteur spécial» dans certains documents des archives du Komintern<sup>21</sup>. On peut également rappeler que Jules Humbert-Droz, qui en savait long sur les coulisses du Komintern, fait

*Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik*, 2 tomes, Frankfurt a. M., Europäische Verlagsanstalt, 1969, 465 et 427 p., Julius Braunthal, *Geschichte der Internationale*, 3 volumes, Berlin/Bonn/Bad Godesberg, J.H.W. Dietz Nachf., 1974 (2e édition), Franz Borkenau, *Der europäische Kommunismus. Seine Geschichte von 1917 bis zur Gegenwart*, Bern, Francke Verlag, 1952, 540 p.

<sup>20</sup> Niels Erik Rosenfeldt, *Stalin's Secret Chancellery and the Comintern. Evidence about the Organizational Patterns*, Copenhagen, C. A. Reitzels Forlag, 1991, 125 p.

<sup>21</sup> Cf. par exemple : «Instruktion über die innere Arbeitsorganisation der Kaderabteilung und die Beziehung mit der Spezialabteilung und den Ländersekretariaten», février 1932, CRCEDHC, 495, 18, 945. Cf. également Studer, *Un parti sous influence*, op. cit., pp. 155-156.

état d'un tel secteur dans ses *Mémoires*<sup>22</sup>. Il mentionne, en outre, l'utilisation par Staline d'une autre pratique fondamentale pour imposer et garantir son pouvoir: le contrôle sur l'information grâce à son propre réseau d'informateurs dans les sections de l'IC. C'est dans ce domaine, celui des mécanismes de pouvoir du comité exécutif de l'IC (et en filigrane celui du pouvoir de Staline) vers l'aval, en direction des partis communistes occidentaux, que l'ouverture des archives a permis le plus de progrès. La raison de ces avancées rapides tient sans doute au fait que non seulement ces fonds ont été ouverts le plus tôt et le plus largement, mais aussi que, sur ce terrain, il existait déjà de nombreux spécialistes qui ont su enrichir et compléter, et si nécessaire corriger, leurs connaissances antérieures avec celles que dispensent maintenant les sources russes.

A partir de l'exemple de la section suisse de l'Internationale, j'aimerais esquisser brièvement quelques aspects de ce que la politique d'information du «centre» moscovite tentait de camoufler aux contemporains et que révèlent aujourd'hui les archives à propos du mode de fonctionnement du Komintern. Toutefois, notons d'abord que le terme de «centre» pour parler des instances dirigeantes du Komintern relève déjà en partie de cette perspective faussée que la politique d'information de l'époque s'efforçait de projeter aux militants communistes puisqu'il fait accroire que c'est là que tombaient les décisions. Mais, en même temps, ce terme appartenait également aux aspects de la réalité du monde communiste et on s'efforçait de le confiner à un emploi interne puisqu'il reflétait la vision des communistes occidentaux. L'utiliser aujourd'hui dans l'historiographie met ainsi en lumière l'orientation fondamentale des partis communistes vers «Moscou». A condition de ne pas perdre de vue que derrière les instances officielles du «centre» se profilaient des instances occultes par lesquels passait le pouvoir de l'Etat-parti russe, il possède donc parfaitement une fonction heuristique, même si elle reste partielle.

Si j'insiste sur ce point c'est qu'à mon avis le travail de l'historien ou de l'historienne du Komintern consiste précisément à démonter une réalité construite, factice. Ou, autrement dit, à percer la surface lisse présentée aux contemporains pour parvenir aux couches consciemment et consciencieusement ensevelies de la machine dans son ensemble. En quelque sorte, il s'agit de suivre le procédé inverse de celui qui a permis d'instaurer le pouvoir du «centre» sur la périphérie: dévoiler ce qui avait été voilé, reconstituer les canaux de transmission des directives, mettre en parallèle les voies officielles et officieuses, voire clandestines, rassembler les bouts d'information disséminés pour reconstituer l'image d'ensemble, déconstruire les cloisonnements interdisant le flux des connaissances<sup>23</sup>.

---

22 *De Lénine à Staline, 1921-1931*, Neuchâtel, A La Baconnière, 1971, pp. 16-17.

23 Il va de soi que je ne postule pas qu'il y aurait en dessous une réalité «vraie». C'est le processus d'obscurcissement et en même temps ce qui est obscurci qui forment la «réalité» historique du Komintern.

Dans les rapports dissymétriques entre les instances dirigeantes de l'IC et ses sections, la politique d'information joue en effet un rôle essentiel. C'est le «centre» qui détermine ce qui est public, confidentiel, voire secret. C'est lui qui décide à qui les informations sont destinées et comment elles sont ventilées. Alors qu'il est en *droit* de savoir, les sections ont le *devoir* d'informer. L'inverse, en revanche, n'est pas valable. Les flots de courrier dans un sens et dans l'autre présentent non seulement un volume mais aussi un contenu assez différent. Alors que le secrétariat national du Parti communiste suisse (PCS) envoie d'innombrables rapports, procès-verbaux, résolutions, circulaires aux membres et autres textes internes, ainsi que ses lettres aux forces politiques proches, ses journaux d'entreprise et ses papillons de propagande, les instances du Comité exécutif ne lui font parvenir que ce qui bon leur semble. Si, dans les années vingt, le PCS s'en plaint encore, rechigne à se prononcer sur l'exclusion de Trotski du parti bolchevique tant qu'il ne dispose pas des textes relatifs au conflit, proteste contre l'envoi «de kilos de matériaux inutilisables» au lieu de répondre aux demandes, il acceptera cette politique d'information sélective et unilatérale par la force des choses dans les années trente<sup>24</sup>.

Un des moyens de pression à disposition des instances dirigeantes de l'IC pour obtenir la normalisation d'une de leurs sections avait d'ailleurs trait, précisément, aux prérogatives que leur conféraient les statuts du Komintern en matière d'information. Elles disposaient en effet de la possibilité de faire parvenir aux partis communistes soit des «lettres ouvertes» que ces derniers étaient obligés de publier, soit des «lettres fermées». L'Internationale pouvait ainsi imposer une grande ouverture ou alors circonscrire l'information à un petit cercle. Dans l'un et l'autre cas, les directions nationales ne décidaient ni de l'usage ni des destinataires de ces directives. Dans le cas des «lettres ouvertes» le procédé était même particulièrement humiliant pour les directions nationales puisqu'il exposait non seulement aux membres mais encore au public les critiques auxquelles elles avaient été soumises par l'Internationale. D'autre part, le centre pouvait ventiler les informations à sa guise. Les destinataires des envois du Komintern étaient en général étroitement circonscrits. A partir de 1932, chaque parti communiste devait même nommer un responsable aux documents classés «secrets», chargé de veiller à ce que ceux-ci ne parviennent pas aux mains de personnes

---

24 A propos du conflit entre le PCS et l'IC à la fin des années vingt, cf. Peter Stettler, *Die Kommunistische Partei der Schweiz (1921-1931)*, Bern, Francke, 1980, pp. 170-232, Willi Gerster, *Die Basler Arbeiterbewegung zur Zeit der Totalkonfrontation zwischen Sozialdemokraten und Kommunisten (1927-1932). Von der Einheitsfrontpolitik zur Sozialfaschismustheorie*, Basel, rotpunktverlag, 1980, pp. 155-197, et, avec quelques précisions en provenance des archives du Komintern, Studer, *Un parti sous influence, op. cit.*, pp. 43-64.

non autorisées<sup>25</sup>. D'une manière générale, les archives russes montrent qu'au sein du Komintern l'accès à l'information fonctionne selon des règles de centralisation et de sélectivité qui défavorisent nettement les sections.

Le PCS publiait bien, en 1937-1938, une revue intitulée *Wissen ist Macht*, mais dans l'appareil international ce n'est pas lui qui détenait ce pouvoir-là. Les archives de Moscou l'illustrent aussi au chapitre des voies de transmission du savoir que constitue la «ligne politique juste». La réalité de l'intervention des émissaires du CE de l'IC, auxquels s'ajoutent en 1928 des instructeurs, chargés de missions de longue durée, montre que leur pouvoir passe par le fait qu'ils apportent des nouvelles du «centre» sous forme de directives: ils «savent» ce que veut l'IC et ils «savent» ce que les sections doivent faire. En sens inverse, ils augmentent le pouvoir du «centre» en l'informant sur l'activité des partis communistes sans que celui-ci soit au courant de ce que l'on dit sur lui.

La sélection des cadres qu'ils opèrent en représentants du CE de l'IC fonctionne, elle aussi, sur des critères de maîtrise du «juste savoir»: les fonctionnaires qu'ils nomment ou cooptent sont ceux qui leur semblent des garants de la discipline, ceux qui transmettront «la ligne», qui veilleront à son application «correcte». Ils licencient, mettent à l'écart ou excluent les secrétaires, les rédacteurs, les parlementaires qui sont réputés peu conformes. Quant à la base, elle est «adaptée» sous la pression de ce qu'on appelle de manière euphémiste des «discussions» en cellule, un procédé qui, par sa répétition, permet d'éliminer toutes les opinions divergentes. Le caractère contraignant de cette mesure est mis en exergue par le quotidien communiste bâlois où il est précisé que «seuls les camarades qui défendent de façon convaincante la ligne du comité central» peuvent être sélectionnés comme orateurs à cette occasion. C'est le déséquilibre grandissant entre un «centre» tout-puissant, qui canalise, retient et ventile l'information à sa guise, tout en démultipliant ses sources, et des sections de plus en plus dépendantes de ce qu'on veut bien leur transmettre, qu'a révélé l'ouverture des archives du Komintern. Mais les sources russes ne permettent pas seulement de retracer ce premier aspect constamment nié des rapports entre un parti communiste et les instances dirigeantes de l'Internationale, elles en dévoilent encore un second, la modification des formes de contrôle au fil des ans.

Grâce aux fonds du bureau pour l'Europe occidentale, le WEB, et des secrétariats de pays, puis, dans la seconde moitié des années trente, celui du secrétariat du CE de l'IC, on constate que les mécanismes de contrôle sur la docilité des sections s'affinent par le retrécissement progressif de ce qui, d'une certaine manière, était encore «public» au profit du déplacement des

---

25 Extrait du procès-verbal de la commission politique du secrétariat politique du CE de l'IC, 3. 1. 1932, CRCEDHC, 495, 18, no 945.

délibérations et des discussions vers des instances plus spécialisées, sinon *ad hoc*. Dès le début de la décennie, la transmission des directives emprunte déjà en partie les voies plus discrètes qui deviendront la règle après la réorganisation de l'appareil du Komintern en 1935. S'il faut tancer des directions nationales récalcitrantes, on ne les confronte plus à la critique publique, mais lors de séances en comités restreints spécialement convoqués à cet effet où elles seront «travaillées» de façon à ce qu'elles se plient à toutes les exigences et reconnaissent leurs erreurs. Tant que se réunissent encore les plénums du CE de l'IC, l'admission de la «faute», en revanche, reste publique. La manière dont Jules Humbert-Droz est destitué en tant que secrétaire politique du PCS en été 1932 illustre parfaitement ce procédé. La cabale contre le dirigeant suisse, auquel on reproche la rédaction d'une «plateforme internationale de droite» (il s'agit en fait d'une résolution votée à l'unanimité par le comité central et qui proposait une attitude plus conciliante envers les socialistes), est lancée non pas en séance plénière mais dans une assemblée du secrétariat pour les pays d'Europe centrale. Ce n'est que lorsqu'on est définitivement assuré de la soumission du Suisse que la question est portée devant le 12<sup>e</sup> plénum du CE de l'IC<sup>26</sup>. Ainsi, le rôle clé des secrétariats de pays ou du bureau pour l'Europe occidentale, le WEB, au tournant des années vingt et trente se comprend mieux depuis l'ouverture des archives russes: davantage au courant que le présidium ou le secrétariat politique des affaires des partis dont ils ont la charge, mais plus fermées et discrètes que les congrès ou les plénums, ces instances intermédiaires de spécialistes profitent tout de même de l'autorité de l'Internationale. Elles préfigurent en quelque sorte le mode de transmission des directives de la période ultérieure, lorsque seuls quelques dirigeants triés sur le volet, désignés par Moscou, ont accès aux instances de l'Internationale et aux informations dont on veut bien leur faire part en tant que direction. Invités pour «consultation» et confrontés individuellement ou en petit nombre à des organismes constitués uniquement de fonctionnaires qui, s'ils ne sont pas forcément dotés d'un prestige personnel, jouissent néanmoins de celui de l'Internationale, les responsables nationaux se montrent souvent inhibés; ils en deviennent aisément malléables<sup>27</sup>. Après 1933 le

---

26 On trouvera de nombreux documents sur cet épisode in *Archives de Jules Humbert-Droz, III: Les partis communistes des pays latins et l'Internationale communiste dans les années 1928-1932*. Publié sous la direction de S. Bahne. Edité par Casto del Amo et Bernhard Bayerlein, avec une introduction de Bernhard Bayerlein, Dordrecht/Boston/London, Kluwer Academic Publishers, 1988, C, 800 p. et *Sous l'oeil de Moscou. Le Parti communiste suisse et l'Internationale, 1931.1943. Archives de Jules Humbert-Droz, V*: Publié sous la direction de A. Lasserre. Edité et introduit par Brigitte Studer, Zürich, Chronos, 1996. Cf. également Studer, *Un parti sous influence, op. cit.*, pp. 65-90.

27 Cf. par exemple les lettres que Jules Humbert-Droz envoie à son épouse Jenny le 1er septembre 1932 et le 28 novembre 1935, publiées in Jules Humbert-Droz, *Dix ans de lutte antifasciste, 1931-1941*, Neuchâtel, A la Baconnière, 1972, pp. 64-65 et 136.

Komintern abandonne du reste ces semblants de parlements que sont les plénums, mieux caractérisés comme chambres d'enregistrements de décisions prises en haut. Et le dernier congrès n'est, comme l'on sait, qu'une vaste mise en scène où l'assistance sert de claque.

Enfin, nouvelle étape du long processus de concentration du pouvoir au sein de l'Internationale, devenue visible grâce à l'accès aux fonds du secrétariat général de Dimitrov, la restructuration d'octobre 1935<sup>28</sup> abolit les secrétariats de pays et les départements du CE de l'IC. Leurs tâches sont confiées directement à la dizaine de secrétaires, doté chacun à cet effet de sa propre infrastructure avec des rapporteurs, des dactylos, des représentants de partis. L'organisation étant plus compacte, les voies de transmission des données et le mécanisme de la prise de décision s'en trouvent raccourcis, l'information et donc le contrôle centralisés. Sans doute les sections de l'Internationale gagnent-elles quelque liberté dans leur gestion quotidienne. Mais les habitudes sont prises, la machine rodée, et c'est toujours de l'Est que les communistes occidentaux attendent orientation générale et directives. Les représentants de partis, délégués à Moscou et dès lors rattachés de manière immédiate à un des secrétariats personnels, sont chargés de les transmettre et de veiller à leur application. Cette méthode paraît nettement plus efficace que l'envoi d'émissaires auxquels, sans y renoncer tout à fait, on recourt moins systématiquement. De plus, elle a l'avantage non négligeable – au moment où l'URSS, à la poursuite de sa politique de sécurité collective, s'efforce de donner des gages de non-intervention dans les affaires domestiques des autres pays et, plus particulièrement en Suisse, dans un contexte politique hostile – de n'être guère perçue par la base et par l'extérieur.

Dans une certaine mesure, ces dernières remarques sont également vraies pour un autre instrument de pouvoir sur les communistes occidentaux aux mains du «centre», la répression. Encore faut-il préciser que, dans ce domaine, les rênes sont tenus par d'autres organisations que le Komintern et qu'à partir d'un certain moment celui-ci sert tout au plus à alimenter la machine emballée. Ses propres rangs sont d'ailleurs fortement décimés par la terreur, comme le montrent les chiffres avancés par des chercheurs russes<sup>29</sup>. Victimes autant que

---

28 Cf. le procès-verbal qui détaille cette restructuration. Une version résumée est publiée in *International Newsletter of Historical Studies on Comintern, Communism and Stalinism*, 1993-1994, nos 3-4, pp. 25-30, la version intégrale publiée in *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, article cité.

29 Cf. Fridrich Firsov, «Die 'Säuberungen' im Apparat der Komintern», in : Hermann Weber et al. (éds), *Kommunisten verfolgen Kommunisten. Stalinistischer Terror und «Säuberungen» in den kommunistischen Parteien Europas seit den dreissiger Jahren*, Berlin, Akademie Verlag, 1993, pp. 37-51 ; Mikhaïl Panteleiev, «Les 'purgés' staliniennes au sein du Komintern en 1937-1938 : quelques repères sociologiques», in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, no 34, janvier-juin 1994, pp. 24-25.

responsables, les communistes le sont bien sûr à des degrés divers. Or, la question qui intéresse au premier chef l'histoire n'est pas celle de la culpabilité individuelle, mais plutôt celle de la conceptualisation d'un phénomène qu'on peut qualifier de psychose collective. Un climat de peur et de suspicion où, selon la constatation faite par Hannah Arendt, tout manque de «vigilance» équivalait à une preuve de culpabilité et où le seul gage de fiabilité devenait la dénonciation de ses amis<sup>30</sup>. Le moteur de la machine répressive qui la remettait en marche à tout bout de champ était la centralisation et l'archivage de données sur tout un chacun. Le fonctionnaire du Komintern était pris dans une sorte de «Panopticon» où l'on pourrait dire avec Foucault que «la surveillance [était] permanente dans ses effets, même si elle [était] discontinuée dans son action». Le contrôle émanait de partout, tout un chacun y participait, induisant chez le communiste un «état conscient et permanent de visibilité»<sup>31</sup>, à l'inverse du manque de transparence dans l'utilisation de ce savoir conservé sur lui. Et alors que l'individu oubliait les détails de sa biographie, l'Internationale, elle, n'oubliait rien. Ces informations stockées année après année constituaient la «mémoire vive» du Komintern.

Si aucun parti communiste n'a échappé à ce climat de délation, même pas ceux qui n'ont déploré que peu de victimes, voire pas de victime du tout, la raison ne tient pas d'abord au fait que les sections du Komintern ont elles aussi, bien que dans une moindre mesure, passé au peigne fin la biographie de leurs cadres et consigné toute trace d'une quelconque déviance politique dans des dossiers transmis par la suite à Moscou. Ou que des communistes occidentaux aient participé aux séances de «critique et d'autocritique collective» lors des réunions de parti des employés du Komintern<sup>32</sup>. Si l'on conçoit l'Internationale comme un système d'ensemble, total, il apparaît que les finalités politiques communes ne formaient que la partie émergée des attaches entre les partis communistes d'Europe de l'Ouest et le «centre». Aux liens organiques rendus visibles par l'ouverture des archives s'additionnaient des attaches psychiques. L'adhésion au monde communiste signifiait aussi l'adoption d'un mode de vie et d'une conception de la réalité, d'un ordre symbolique avec des références, des normes, des codes, des valeurs spécifiques. Cette «microsociété», englobant l'individu non seulement comme

---

30 *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, München/Zürich, Serie Piper, 1986, p. 524.

31 A ce propos, les observations de Michel Foucault sur le fonctionnement du pouvoir dans des institutions disciplinaires me semblent tout à fait pertinentes (cf. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, en particulier pp. 197 sq.).

32 Reinhard Müller, *Die Säuberung. Moskau 1936. Stenogramm einer geschlossenen Parteiversammlung*, Reinbek bei Hamburg, rororo aktuell, 1991, 591 p. ; Berthold Unfried, «Rituale von Konfession und Selbstkritik: Bilder vom stalinistischen Kader», in *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1994, pp. 148-164 et le même auteur, «Die Konstituierung des stalinistischen Kaders in 'Kritik und Selbstkritik'», in *Traverses*, 1995, no 3, pp. 71-88.

militant politique mais dans sa personnalité toute entière, dans sa vie «privée» aussi bien que dans son engagement «public» une distinction par ailleurs difficilement applicable à la capillarité sociale du monde communiste, favorisait des dispositions mentales particulières où le monde extérieur représentait une menace permanente, «les autres» faisant figure d'ennemis. Par conséquent, le maintien de la cohésion du groupe nécessitait de constants efforts, une vigilance toujours éveillée et de périodiques «épurations», afin de se débarrasser de ceux par qui arrive la désunion que représentent un savoir nouveau, d'autres notions et expériences, bref une interprétation différente de la réalité. Le contrôle social horizontal répondait au contrôle vertical par le haut. Au sens positif, l'unicité était surtout obtenue grâce à la formation politique, depuis les cours centraux au niveau national jusqu'aux écoles de cadres du Komintern, où l'on transmettait des connaissances et une culture spécifiques. Mesures de sélection, critères d'évaluation, valeurs transmises, tout concourait à façonner le cadre stalinien orthodoxe, fidèle à la ligne<sup>33</sup>. Conformément à la manie du secret dans le Komintern, l'identité des participants devait rester confidentielle: le futur élève avait l'interdiction d'ébruiter la nouvelle dans son pays, et en Union soviétique il n'était connu des autres que sous un pseudonyme. Plus qu'une simple mesure de sécurité, il s'agissait d'une mise en condition de l'élève. Par la radiation de sa propre histoire, on faisait ainsi de son passé table rase et on le rendait perméable aux référents et aux codes de la culture soviétique.

Cependant, on ne saurait comprendre le fonctionnement du «monde communiste» en le réduisant à son aspect coercitif, même dans ses formes bénignes. L'encadrement total, dont le militant était l'objet, lui apportait aussi des satisfactions. Il l'intégrait dans un réseau de solidarités, lui procurait une grille d'interprétation de la réalité et le déchargeait jusqu'à un certain point des choix moraux que les non-communistes étaient astreints à résoudre seuls. De ce point de vue, le microcosme communiste semble comparable à celui des catholiques qui, lui aussi, incorpore l'être humain en entier<sup>34</sup>. Le collectif décuple les potentialités de l'individu. «Car chaque camarade a deux yeux, le Parti en a mille», écrit Bertold Brecht, «chaque camarade peut être anéanti mais le Parti ne peut être anéanti». Surtout, il ajoute une dimension eschatologique à l'existence. «Ce n'est pas de petites vérités au jour le jour

---

33 A propos de la formation des cadres suisses à Moscou, cf. Studer, *Un parti sous influence*, op. cit., pp. 230-249. Pour les modifications imposées par la stalinisation dans les cours en Suisse, cf. *ibid*, pp. 349-355, et les souvenirs de Fritz Brupbacher, *60 Jahre Ketzer. Selbstbiographie: 'Ich log so wenig als möglich'*. (réédition par Karl Lang des souvenirs de F. Brupbacher, *60 Jahre Ketzer*, parus en 1935 à Zurich), Zürich, Verlagsgenossenschaft, 1973, 375 p.

34 Cf. à ce propos, Urs Altermatt, *Katholizismus und Moderne. Zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte der Schweizer Katholiken im 19. und 20. Jahrhundert*, Zürich, Benziger, 1989, en particulier pp. 103-132.

que nos vivons, mais d'un rapport total avec d'autres hommes»<sup>35</sup>, dit Paul Nizan. En ce sens, l'appartenance au communisme peut aussi être interprétée comme une tentative d'échapper à l'individualisation, et à l'isolement qui en découle, de l'homme éclairé. A la place d'un monde désenchanté, elle offre cet «état de grâce» que décrit Arthur Koestler dans *Le Dieu des ténèbres* et dont la perte est si douloureusement vécue qu'elle explique pour une large mesure la fidélité des communistes occidentaux à l'autoritarisme stalinien.

La cohésion du système de l'Internationale communiste, dont la réaction disciplinée des communistes occidentaux aux procès de Moscou ou à la signature du pacte germano-soviétique apparaît comme la démonstration la plus flagrante, est le résultat d'un double phénomène convergeant: à la multiplication et à l'affinement du contrôle par le «centre» s'ajoute l'adoption grandissante du système de valeurs soviétiques, puis plus spécifiquement staliniennes, par les communistes occidentaux. Même si le transfert culturel entre l'Est et l'Ouest se fait de manière de plus en plus unidirectionnelle, si l'homogénéisation est obtenue au dépens des valeurs spécifiques des communistes, le processus n'est pas simplement imposé par le haut, il rencontre aussi l'approbation par le bas.

Le regard historique peut dès lors devenir plus précis grâce à la distinction de nouvelles données factuelles d'une histoire positive longtemps voilées dans les «secrets d'organisation». Il peut aussi élargir sa perspective en percevant que le Komintern formait un système d'ensemble et qu'il fallait, pour le comprendre, l'appréhender aussi bien par le «centre» que par la périphérie. Enfin, il peut gagner en profondeur en conceptualisant l'Internationale comme un système total qui ne s'arrêtait pas au niveau des liens politiques entre les partis communistes occidentaux et le comité exécutif, mais qui offrait un mode de vie particulier. Là se diffusaient certaines pratiques sociales spécifiquement soviétiques que les communistes occidentaux adoptèrent en grande partie volontairement pour des raisons autant conjoncturelles que téléologiques.

### *De quelques problèmes*

L'ouverture inattendue, quoique depuis longtemps espérée, des archives de l'Internationale communiste a d'abord poussée le regard historique en direction de recherches biographiques et événementielles. Ce qui était parfaitement normal et nécessaire puisqu'il fallait enfin combler les déficits de la connaissance sur l'appareil central et son personnel. Elle a, de plus, focalisé l'attention sur le phénomène de la répression à l'intérieur du Komintern. Une démarche qui était tout aussi indispensable et qui a permis de corriger la

---

35 *La conspiration*, Paris, Gallimard, 1938, p. 213.

vision idéaliste qui prévalait souvent quant à la part prise par les communistes occidentaux dans les «purges», les rangeant de manière trop unilatérale parmi les victimes. On ne parlera pas de l'histoire-révélation. Mais même menée sérieusement (ou se voulant du moins comme telle), cette perspective n'est pas sans comporter quelques angles morts, si elle reste centrée uniquement sur le cœur du système. Une histoire fixée prioritairement sur l'appareil central et la vie interne risque, dans certains cas, de ne voir qu'une grande machine tournant à vide. Une telle interprétation qui peut effectivement se dégager ne ferait pas que passer à côté de la réalité historique. Elle négligerait aussi les plus élémentaires principes de la méthode historique ou des acquis de l'histoire comme science sociale. L'histoire religieuse, longtemps préoccupée par le dogme et par l'institution, s'est depuis un certain temps déjà élargi à l'examen de la pratique religieuse et de la croyance populaire, l'histoire politique s'est ouverte aux motifs des acteurs, aux images et à l'imaginaire, à la culture politique. Il serait regrettable que l'historiographie du Komintern néglige ces approches. S'il est justifié de poser des questions comme: «Quelle force contraignait donc ces gens qui n'étaient ni juridiquement ni moralement soumis à Moscou à travailler de façon si servile pour un régime étranger et à se transformer en laquais du dictateur du Kremlin?» – remarquons qu'on eût tout de même préféré des formulations moins douteuses – il importe surtout d'y répondre. Et cela non par des affirmations péremptoires et des *a priori*, tels que, parlant des subsides alloués aux partis communistes occidentaux: «les trésors nationaux russes furent consacrés au financement du *brigandage* international.»<sup>36</sup> Sans prendre en compte les aspirations politiques et sociales des protagonistes de l'époque, la conjoncture particulière de l'immédiat après-Première guerre mondiale, où ne se jouait rien de moins qu'une radicale redistribution des cartes au niveau international, ou l'implantation réelle des communistes dans le terreau national, on risque fort de ne parvenir qu'à une interprétation réductrice du passé.

La vision policière de l'histoire est du reste encouragée par le caractère interne, secret de ces archives<sup>37</sup>. Une approche que renforcent encore les dérives sécuritaires de la véritable chasse aux sorcières déclenchée dans les années trente. (Ce qui, soit dit en passant, n'est pas sans favoriser une certaine instrumentalisation politique des résultats de la recherche en ce domaine.) Même si les dimensions atteintes par les mesures de criminalisation ont de quoi surprendre, il faudrait néanmoins se garder d'anachronismes, une chronologie précise s'impose. Entre une discipline librement consentie et

---

36 Arkadi Vaksberg, *Hôtel Lux. Les partis frères au service de l'Internationale communiste*, Paris, Fayard 1993, pp. 8 et 18. (C'est moi qui met en exergue.)

37 Pierre Broué, Claude Pannetier et Serge Wolikow font également cette remarque dans leur article «Archives de Moscou: les enjeux», in *La Revue*, avril-juin 1994, no 7, pp. 105-110.

une soumission imposée par la répression, il y a cette différence qui qualifie le changement historique. Il me semble qu'en ce domaine les méthodes et les concepts de l'histoire sociale peuvent être particulièrement utiles aux historiens du communisme. En dépit de leur applicabilité restreinte et peut-être aussi discutable au terrain du Komintern, des travaux d'historiens «révisionnistes» utilisant de telles approches, comme J. Arch Getty ou Gábor Tamás Rittersporn, s'avèrent stimulants à mon avis<sup>38</sup>. Quoiqu'il ne saurait ici être question de trancher s'il faut voir une «guerre civile larvée» (Rittersporn) ou plutôt un dessein rationnel – à condition toutefois que le terme «rationnel» soit approprié dans ce contexte – de Staline afin de se débarrasser d'opposants réels ou supputés, comme le soutient Pierre Broué<sup>39</sup>, dans les causes de la Terreur, on peut néanmoins retenir avec profit pour l'analyse de l'histoire du Komintern une conclusion commune aux deux approches. Il faut affiner notre vision du monde soviétique: l'image d'un parti et d'une société parfaitement monolithiques ne correspond en rien à la réalité historique. Mais cet énoncé ne suffit pas en lui-même. Les sources se rapportant aux «purges» demandent une réflexion approfondie sur leur caractère intrinsèque et une mise en contexte précise. Ne serait-ce que parce que l'objet historique ainsi défini reprend implicitement les normes de l'époque. Mais aussi parce que la «vigilance» avait sa dynamique propre et reposait sur un système de règles informelles qu'une lecture au premier degré ne saurait prendre en compte. Une approche linéaire entraîne le risque d'une simple reproduction de la logique inhérente à ces documents, de la recherche de «déviation» passées qui expliqueraient la condamnation un procédé qui relève de ce qu'on pourrait appeler «mimétisme historique»<sup>40</sup>. Ainsi, les «dossiers de cadres» nous en apprennent plus long sur les structures mentales des dirigeants du Komintern ou du Parti communiste soviétique et sur la forme que prennent «les ennemis» dans leur imaginaire que sur la position politique «réelle», voire l'attitude oppositionnelle, d'un individu. A condition d'être lus de manière critique, ces documents laissent entrevoir la pression à l'adaptation à laquelle les collaborateurs du Komintern étaient soumis, les règles de perception de soi et d'autoreprésentation en vigueur ainsi que le processus de construction et de reconstruction permanente de la mémoire dans un système

---

38 J. Arch Getty, *Origins of the Great Purges*, Cambridge/Mass., Cambridge University Press, 1985; Gábor Tamás Rittersporn, *Simplifications staliniennes et complications soviétiques. Tensions sociales et conflits politiques en URSS, 1933-1953*, Paris, Editions des Archives contemporaines, 1988.

39 Pierre Broué, «Rolle und Funktion von 'Säuberungen' im Rahmen des kommunistischen Herrschaftssystem», in Weber et al., *Kommunisten verfolgen Kommunisten*, op. cit., pp. 538-546.

40 Berthold Unfried fait cette remarque: «Rituale von Konfession und Selbstkritik», article cité, p. 149.

dans lequel la *damnatio memoriae* faisait partie intégrante de la pratique du pouvoir.

Se pose ainsi le problème de l'«objectivité» de ces sources. Il semble presque que cette masse inédite d'archives peu épurées ait favorisé une attitude de croyance naïve dans l'énoncé brut des matériaux. Or, comme tout corpus de textes constitué, les archives du Komintern ont leur histoire, leurs conditions de production. Sont-elles seulement complètes? N'oublions pas qu'elles ont d'abord servi comme archives de travail et qu'elles ont dû être déménagées en catastrophe durant la guerre. En outre, le système de provenance selon lequel ces archives sont organisées a ses incontestables avantages, quoiqu'il risque aussi d'emprisonner le chercheur dans les mêmes structures de cloisonnement qui avaient régi leur origine. Mais surtout il importe de réfléchir aux conditions dans lesquelles elles ont été produites et donc à leurs limites et à leurs lacunes. Ainsi, il convient de tenir compte du degré d'information souvent lacunaire des fonctionnaires qui confectionnaient les rapports. Et il est probable qu'ils étaient souvent guidés dans leur rédaction par leurs propres intérêts, en vue d'un avancement par exemple. De même, il faut s'interroger sur la qualité des informations transmises par les partis communistes à Moscou. N'essayaient-ils pas d'arranger les faits en leur faveur?<sup>41</sup> Plus particulièrement, concernant les dossiers de cadres, il importe de les lire en sachant que ceux qui remplissaient les formulaires ou écrivaient les «autobiographies» anticipaient sur les réponses attendues par ceux qui allaient les juger et les archiver et qu'ils ordonnaient sans doute leur vie selon une mise en scène ritualisée. Ou encore, il faut se demander quels services les délateurs attendaient des instances de contrôle de l'Internationale, quelles stratégies propres ils poursuivaient. N'en usaient-ils pas aussi, d'une certaine manière, pour des visées personnelles?

En définitive, il apparaît que l'accès – même s'il reste incomplet – aux archives du Komintern a d'ores et déjà permis d'importants progrès, notamment dans la connaissance factuelle de ce passé en voie de devenir historique. Il a ouvert de nouvelles pistes de recherche qu'il s'agit maintenant d'explorer. Mais l'euphorie des premières heures n'est pas restée sans risques pour l'historiographie, amenant certains à surestimer la portée des découvertes. A condition d'utiliser ces archives de manière critique et de ne pas négliger d'autres fonds documentaires, telles que les archives privées, les correspondances personnelles, les dossiers de police des pays occidentaux, voire la littérature et le cinéma, ainsi que les sources liées à l'imaginaire et aux représentations, elles constituent cependant, à n'en pas douter, un instrument de travail formidable et inespéré pour les historiens du Komintern.

---

41 C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle la direction de l'Internationale, consciente de cette possible déformation, multipliait autant que possible ses sources d'informations.